

L'avenir du secteur de l'eau dans la zone des trois frontières

Dossier de la rédaction de H2o
June 2021

Eau Vive Internationale a organisé conjointement avec l'Autorité de développement intégral des États du Liptako-Gourma le Pôle Eau de Génève et l'Observatoire citoyen sur la gouvernance et la sécurité (OCGS), une table ronde des acteurs et leaders locaux sur l'eau comme vecteur de paix au Sahel du 2 au 4 juin 2021 à Ouagadougou.

Dans un contexte de crise sécuritaire dans la zone des trois frontières entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger, est devenue source de pression sur les points d'eau pour les hommes, les animaux, les productions agricoles, halieutiques et industrielles, exacerbant les tensions communautaires. Les échanges à bâtons rompus entre les responsables et représentants des communautés coutumières et religieuses et les représentants des bailleurs de fonds ont permis à tous les participants de faire sept principales recommandations. Il s'agit d'accorder plus d'importance à l'eau, promouvoir le dialogue, le partage, la solidarité, la bonne gouvernance autour des points d'eau ou des aménagements hydrauliques pour favoriser la paix, le développement et prévenir les conflits d'eau qui se multiplient à la faveur de la crise sécuritaire ; d'assurer un meilleur accompagnement des communautés en les impliquant directement à travers des mécanismes de financements souples et directs qui tiennent compte des spécificités des communautés afin que celles-ci continuent véritablement de jouer leur rôle d'acteurs du développement local en cette période de crise sécuritaire exacerbée où les États prouvent du mal à assurer leurs missions régionales du fait du terrorisme ; de créer une meilleure coordination entre les différents intervenants du secteur de l'eau pour plus d'efficacité dans les actions sur le terrain. Selon le délégué général de Eau vive internationale, Jean Bosco Bazié, la mise en commun des efforts et moyens des États pour réaliser des infrastructures d'eau peut favoriser la paix autour de ces ouvrages, à l'image du barrage de Manantali au Mali qui profite à plusieurs pays voisins sans problèmes. "Quand on met ensemble nos ressources pour réaliser une infrastructure, les risques de crises sont minimisés", a-t-il dit. L'Amir du Liptako dans la région du Sahel du Burkina Faso, Ousmane Amrou Dicko, et le chef du canton de Tera dans la région de Tillaberi, Hamidou Niandou, ont appris avec positivement la tenue de cette table ronde et ont pris le dialogue à tous les niveaux et entre les différentes communautés, les États et les bailleurs de fonds. Le secrétaire exécutif de l'Autorité de développement intégral du Liptako-Gourma (ALG), Saidou Oua, aclaré : "Cette zone des trois frontières est devenue l'épicentre de l'insécurité, mais nous ne devons pas abandonner les populations à elles-mêmes. Nous devons leur redonner espoir."

Gaspard Bayala, Sidwaya (Ouagadougou) - AllAfrica